

Brochure n° 3177

Convention collective nationale
IDCC : 275. – TRANSPORT AÉRIEN
(Personnel au sol)

AVENANT N° 83 DU 31 MAI 2011
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1150951M
IDCC : 275

Les parties signataires du présent avenant entendent poursuivre la démarche engagée depuis plusieurs années afin de conforter la grille salariale de la CCNTA PS comme base de référence pour les entreprises de la branche professionnelle.

Elles se sont fixé comme objectif de faire évoluer la grille des salaires et d'apporter des réponses qui permettent d'améliorer les rémunérations ainsi que la reconnaissance des qualifications des salariés de la branche, en préservant l'équilibre économique des entreprises qui sont confrontées à un contexte d'activité très incertain.

Article 1^{er}

Salaires minima conventionnels au 1^{er} juillet 2011

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit, à compter du 1^{er} juillet 2011 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
160	1 377
165	1 382
170	1 392
175	1 405
180	1 420
185	1 435
190	1 450
195	1 466
200	1 481
210	1 507
215	1 524
220	1 543

COEFFICIENT	SALAIRE
235	1 665
245	1 713
260	1 815
270	1 884
290	2 019
295	2 052
300	2 152
360	2 495
420	2 901
510	3 512
600	4 122
750	5 141

Article 2

Salaires minima conventionnels au 1^{er} octobre 2011

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit, à compter du 1^{er} octobre 2011 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
160	1 392
165	1 396
170	1 406
175	1 419
180	1 434
185	1 450
190	1 465
195	1 480
200	1 495
210	1 522
215	1 539
220	1 559
235	1 682
245	1 730
260	1 833
270	1 902
290	2 039
295	2 073
300	2 174

COEFFICIENT	SALAIRE
360	2 520
420	2 930
510	3 547
600	4 163
750	5 192

Article 3

Indemnité panier

L'indemnité panier calculée sur le principe de l'article 2 de l'avenant 72 est fixée à 5,80 € à compter du 1^{er} juillet 2011.

Conformément à l'alinéa 1, de l'article 3, de l'avenant 71, les salariés qui, à la date de sa signature, avaient déjà bénéficié d'une indemnité panier d'un montant de 6 €, conservent à titre individuel le bénéfice de ce montant.

Article 4

Clause de non-dérogation

En vertu de l'article L. 2253-3 du code du travail, les conventions ou accords d'entreprise ne peuvent comporter des clauses dérogeant au présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 5

Clause de revoyure

Les parties conviennent de se réunir au cours du dernier trimestre 2011 pour étudier l'opportunité de compléter le présent avenant, au regard de l'évolution du pouvoir d'achat sur l'année 2011 et de la situation économique des entreprises.

Article 6

Mise à jour du répertoire des métiers et des emplois de la branche du transport aérien

Les parties signataires conviennent de la nécessité de mettre à jour le répertoire des métiers et des emplois de la branche du transport aérien. Un groupe de travail paritaire sera chargé de cette étude, dans le cadre des travaux du CPPO et de la CPNE PS.

Les parties conviennent d'engager dans les 6 mois suivant la mise à jour de ce répertoire, les travaux et les négociations pouvant aboutir à une révision des grilles de classification figurant dans la convention collective nationale transport aérien personnel au sol.

Article 7

Rapport de situation comparée des hommes et des femmes

Le rapport de situation comparée des hommes et des femmes 2009 sera présenté en CPNE PS de septembre 2011 et présenté en commission nationale mixte en octobre 2011.

Article 8

Négociations salariales 2012

Les parties conviennent d'ouvrir les négociations salariales 2012 au plus tard au mois de janvier 2012.

Article 9

Mise en œuvre

Le présent avenant est applicable à l'ensemble des entreprises adhérentes à une organisation patronale signataire du présent avenant.

Les dispositions du présent avenant seront applicables aux autres entreprises couvertes par la convention collective nationale du transport aérien personnel au sol, un jour franc suivant la publication de l'arrêté ministériel d'extension du présent avenant.

Article 10

Formalités de dépôt et d'extension

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 2261-24 et suivants dudit code.

Fait à Paris, le 31 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNAM.

Syndicats de salariés :

FGT CFTC ;

FNEMA CFE-CGC.